FRONT D'UNITE DE LA NATION

WLADYSLAW GOMULKA
HILPAN IGNAR
STANISLAW KULCZYNSKI
JAN PIANKOWSKI

[illegible] 13 ET 14 NOVEMBRE 1944
A LA CONFERENCE NATIONALE DES MILITANTS
POLITIQUES ET SOCIAUX

EDITIONS «POLOGNE»
VARSOVIE 1945

ASSR

Printed in Poland

WLADYSLAW GOMULKA
PREMIER SECRETAIRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI OUVRIER POLONAIS UNIFIE

Dans la vie de la nation, il y a des dates qui, comme des poteaux-frontière, séparent deux périodes. La date de la Session plénière du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais Unifié, qui s'est tenue pendant les jours d'octobre, pleins de tension, est certainement au nombre de celles-ci.

Aujourd'hui, quelques semaines à peine après la VIII[e] Session plénière du C.C. du POPU, au cours de laquelle ont été prises des décisions entraînant un tournant dans la vie de toute la nation, on ne peut évidemment pas dire que toutes les résolutions de la VIII[e] Session plénière ont déjà été réalisées. Car la VIII[e] Session plénière a esquissé un programme étendu de rénovation de notre vie politique et économique. La réalisation de nombreuses tâches, contenues dans les résolutions de la VIII[e] Session plénière exige du temps, et parfois des années.

La voie à suivre pour atteindre les buts fixés est longue et difficile. Il ne sera pas toujours possible d'y marcher d'un pas léger et dégagé. Diverses épines s'y trouveront, et nous devrons les arracher pour qu'elles ne blessent pas la nation. Le programme d'action fixé par la VIII[e] Session plénière exige un dur travail créateur, travail des cerveaux et des muscles de millions de citoyens de notre pays, il exige avant tout que toute la nation soit consciente, calme et patiente.

COMMENT DOIVENT S'ETABLIR LES RAPPORTS DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE AVEC LES PAYS SOCIALISTES

Bien que nous venions seulement de nous engager sur une voie nouvelle, pendant la courte période qui nous sépare de

3

la VIII[e] Session plénière, a été réalisé l'un des principaux postulats, l'un des postulats essentiels de la nation, placé en tête des résolutions de la VIII[e] Session plénière. Tout le monde sait que je parle de la question des rapports polono-soviétiques.

Notre parti a dit, à la VIII[e] Session plénière, comment doivent s'établir les rapports de la République Populaire de Pologne avec les pays socialistes, et notamment avec le plus puissant d'entre eux qui est notre voisin de l'est, avec l'Union Soviétique. Nous avons dit aussi où étaient, à notre avis, les raisons de certaines anomalies survenues dans les rapports polono-soviétiques.

Il est difficile de trouver, dans le monde, une autre nation aussi sensible que la nation polonaise, lorsqu'il s'agit de son indépendance et de sa souveraineté. Ce fait est la conséquence du développement historique de notre nation. Dix siècles de traditions de l'Etat polonais et l'asservissement séculaire de la nation polonaise, déchirée par les envahisseurs ses voisins, ont fait naître dans notre psychologie nationale cette sensibilité particulière, lorsqu'il s'agit de l'indépendance et de la souveraineté de notre pays, qui est inconnue des autres nations, indépendantes depuis des siècles.

Dans les relations amicales entre la Pologne et l'Union Soviétique, après la guerre, certains faits ont blessé le peuple polonais, et, notamment, les difficultés et les lenteurs, retardant le rapatriement des Polonais se trouvant en U.R.S.S., l'absence de statut, réglant en détail, la question du stationnement des troupes soviétiques en Pologne, les livraisons de charbon polonais à l'Union Soviétique, à un prix spécial, et d'autres questions plus ou moins importantes.

Les ennemis du pouvoir populaire, à l'intérieur et à l'extérieur, ont mis à profit ces questions délicates pour la nation et pour notre parti, ils les ont utilisées pour faire une propagande mensongère et démagogique, dirigée contre l'U.R.S.S. et contre les intérêts vitaux de l'Etat polonais. Selon cette pro-

pagande, l'Union Soviétique était responsable de toutes les erreurs et de toutes les fautes, dans notre pays.

Si la viande ou le beurre manquaient sur le marché, la propagande réactionnaire faisait croire au peuple que l'Union Soviétique prenait notre viande et notre beurre.

Quand on ne fournissait pas, à la campagne, assez de ciment, par exemple, les messieurs de l'«Europe Libre» persuadaient les paysans qu'ils ne pouvaient pas en acheter, car, disaient-ils, la Pologne livrait à l'Union Soviétique la moitié du ciment produit. Si un soldat soviétique provoquait un accident par imprudence, ou si, en état d'ivresse, il faisait du scandale en public, les fidèles propagandistes de la réaction, présentaient cela sous un tel jour qu'il semblait que l'état-major ou le gouvernement soviétiques étaient à l'origine de cet accident ou de ce scandale.

En un mot, l'Union Soviétique devait être responsable de tout ce qui se passait en Pologne, de la politique du gouvernement et du parti, de la production et du commerce, et presque de toutes les maladresses commises par des personnes de chez nous et qui en portent l'entière responsabilité.

Les intérêts politiques des ennemis du socialisme et des adversaires du pouvoir populaire exigeaient et exigent que soit diffusée, dans la nation polonaise, la propagande antisoviétique même la plus absurde. On peut imaginer avec quel air lugubre ils ont accueilli la nouvelle qu'avaient été liquidées toutes les anomalies existant précédemment dans les rapports polono-soviétiques. En effet, nous les avons privés d'un tremplin parfait pour leur propagande peu scrupuleuse.

Les pourparlers et les entretiens qu'a eus la délégation du Comité Central du POPU et du gouvernement de la République Populaire de Pologne avec la délégation du présidium du PC de l'U.R.S.S. et du gouvernement de l'U.R.S.S., ainsi que les résultats de ces entretiens contenus dans la déclaration commune, sont le grand succès de la politique clairvoyante des deux parties.

Les thèses formulées par la VIII[e] Session plénière, au sujet des rapports polono-soviétiques, ont été approuvées et confirmées par la Déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre, sur les rapports qui doivent exister entre les pays socialistes. Dans la partie qui traite des rapports polono-soviétiques, la déclaration polono-soviétique du 18 novembre est seulement la confirmation formelle des principes déjà reconnus par le PC de l'U.R.S.S. et par le gouvernement soviétique.

Le fait que les rapports polono-soviétiques sont basés sur l'égalité et sur la souveraineté, est parfois considéré comme un succès unilatéral de la Pologne. Nous ne pouvons pas admettre ce jugement qui rétrécit et déforme le fond de la question, dont le contenu est la réalité même du socialisme.

La normalisation des rapports polono-soviétiques, le fait qu'ils sont basés sur les principes de l'égalité et de la souveraineté, sont une victoire à laquelle participent aussi bien la Pologne que l'Union Soviétique. Car c'est notre cause commune qui a triomphé, c'est l'idée du socialisme, cette idée qui, pour tous les peuples, petits et grands, ne connaît qu'une loi: la loi de l'égalité.

LA QUESTION DE LA HONGRIE

Dans le monde d'aujourd'hui, encore divisé en deux camps qui s'affrontent à l'heure où se joue le sort de l'humanité et où le fléau de la balance n'a pas encore indiqué si, conformément à ses aspirations les plus profondes, l'humanité s'engagera sur la voie d'une paix durable, ou si elle sera précipitée dans l'abîme d'une guerre effroyable et destructive, qui peut l'anéantir, — dans ce monde et dans cette situation, la loi socialiste de l'égalité de toutes les nations, le principe socialiste de la non-ingérence d'un pays dans les affaires intérieures d'un autre, ce principe qui est indissolublement lié à l'idée de la solidarité internationale de la classe ouvrière, peut malheureusement subir, passagèrement, des entorses et des déformations.

6

Je pense aux tragiques événements de Hongrie. Comme on le sait, ces événements ont été utilisés par toutes les forces hostiles au socialisme pour une campagne acharnée contre l'Union Soviétique et contre les partis communistes de plusieurs pays.

Notre parti a déjà dit son avis à ce sujet. Nous regrettons sincèrement que la situation en Hongrie ait été telle que, à la demande du gouvernement hongrois, les unités soviétiques aient été utilisées pour les luttes, à l'intérieur de ce pays.

Mais, malgré cette intervention, il est clair pour nous et pour tout le monde, que l'Union Soviétique ne cherche pas en Hongrie de terrains d'exploitation économique, qu'elle n'a pas l'intention de tirer des profits matériels du travail de la nation hongroise, qu'elle ne veut pas faire de la Hongrie sa colonie. Cette intervention est qualitativement différente de l'intervention militaire d'Etats occidentaux en Egypte. L'intervention en Egypte n'est pas seulement dirigée contre les droits souverains de la nation égyptienne, elle est en même temps la prolongation de la politique coloniale qui a fait faillite, de cette politique qui a apporté à beaucoup de peuples l'oppression politique et l'exploitation économique de leur pays.

Il est significatif que les milieux qui basent leur politique et leurs espoirs sur une intervention étrangère, venant d'un autre côté, s'élèvent le plus bruyamment et le plus cyniquement contre l'intervention soviétique en Hongrie. Ce sont précisément ces cercles qui par leur propagande au moyen de la radio, et par l'aide promise pour la «libération» ont excité les éléments hostiles, en Hongrie, et ils sont, pour une bonne part, responsables du sang versé dans ce pays. Malheureusement, il faut dire qu'il y avait, en Hongrie, des fous politiques, qui croyaient à «l'aide» promise; celle-ci devait se traduire par le déchaînement de la guerre mondiale, à propos de la question de la Hongrie.

Pour le malheur de la nation hongroise, le parti n'a pas, en temps voulu, pris la tête de ceux qui exprimaient de justes aspirations, il n'a pas dirigé le processus répondant à ces aspi-

7

rations, pour opérer les changements socialistes indispensables. Il en est autrement en Pologne. C'est pourquoi les changements, chez nous, se font et se feront dans le cadre du socialisme, c'est pourquoi un tournant décisif a été pris avec succès, de façon pacifique. C'est pourquoi les rapports polono-soviétiques ont été établis sur des principes absolument socialistes.

Les résultats des entretiens de Moscou et la déclaration polono-soviétique peuvent fournir un exemple des rapports mutuels qui doivent caractériser les pays socialistes.

Nous sommes profondément convaincus que les rapports soviéto-hongrois seront établis sur les mêmes principes. Nous avons le droit de dire cela, en raison de notre propre expérience et de l'entière compréhension manifestée par les représentants du PC de l'U.R.S.S. et du gouvernement soviétique, à l'égard des justes réclamations que nous avons présentées pendant les derniers entretiens, à Moscou.

LE PC DE L'U.R.S.S. ET LE GOUVERNEMENT SOVIETIQUE ONT PLEINEMENT RECONNU LA JUSTESSE DE NOS RECLAMATIONS RELATIVES A LA PERIODE PRECEDENTE

Parmi ces réclamations, la question des livraisons de charbon que devait effectuer la Pologne, en vertu de l'accord du 16 août 1945, a occupé la première place.

Cet accord n'était pas avantageux pour la Pologne, car nous devions fournir une quantité déterminée de charbon, à un prix extrêmement bas. Ce n'était pas une transaction commerciale ordinaire, mais un engagement par lequel la Pologne dédommageait, dans une certaine mesure, en lui fournissant du charbon, l'Union Soviétique, qui avait renoncé, au profit de notre pays, à ses prétentions sur les biens allemands se trouvant dans les régions recouvrées par la Pologne.

Je n'aborderai pas ici l'aspect juridique de ce problème. En fait, le gouvernement polonais a conclu avec le gouvernement soviétique, en 1945, un accord qui n'était pas avantageux pour la Pologne. On pourrait en dire autant de divers accords con-

clus par les gouvernements de la Pologne d'avant-guerre avec d'autres pays.

Dans les rapports entre les pays, un principe est admis: chaque partie doit respecter toutes les conditions que comporte un accord donné, même si cet accord est nettement désavantageux pour l'une d'elles. Les gouvernements peuvent changer, l'accord conclu reste invariable. Ce principe n'a pas été appliqué lors de l'examen des réclamations de la Pologne au sujet des accords polono-soviétiques, désavantageux pour notre pays.

Le gouvernement soviétique, en tant que gouvernement socialiste, et le parti communiste de l'Union Soviétique, ont abordé autrement la question des accords conclus. Comme le côté désavantageux de ces accords, pour la Pologne, était lié à l'inégalité qui s'était introduite dans les rapports mutuels à l'époque de Staline, et comme le gouvernement soviétique et le parti communiste de l'U.R.S.S. étaient décidés à liquider complètement tout ce qui, dans le passé, était contraire aux principes du socialisme et de l'égalité dans les rapports entre pays socialistes, l'Union Soviétique a reconnu justes nos réclamations touchant la période écoulée.

Le gouvernement soviétique a admis que ces réclamations, concernant le charbon livré par la Pologne à l'Union Soviétique au titre de l'accord du 16 août 1945, étaient basées sur les prix mondiaux du charbon; ces réclamations portaient sur environ un demi milliard de dollars et l'U.R.S.S. a déduit cette somme des dettes de la Pologne, au titre des divers crédits accordés, pendant la période écoulée.

En marge de cette question, il faut rappeler qu'avant la guerre, le capital étranger prenait d'énormes sommes à notre économie nationale, au titre des profits et des dividendes. On pouvait toujours demander que soient rendus ces profits procurés par le travail de l'ouvrier polonais! On aurait toujours pu charger de régler cette question les divers politiciens de la «sanacja», aujourd'hui si pointilleux sur la question des droits souverains de la Pologne, alors que, quand ils étaient au

pouvoir, ils ne voulaient pas entendre dire que la souveraineté de l'Etat polonais était violée par le capital étranger exploitant notre économie nationale!

Les capitalistes ne rendront jamais à la nation polonaise ce qu'ils lui ont pris et qui lui appartenait de droit, autrement, ils ne seraient pas des capitalistes. Par contre, l'Union Soviétique a reconnu la justesse de nos réclamations, et, sans tenir compte des obligations incombant au gouvernement polonais, en vertu des accords conclus, elle nous a rendu la somme correspondant à la différence de prix, pour la quantité de charbon fournie.

Ce fait déborde le simple cadre financier. Sa signification est particulièrement grande pour l'appréciation des changements survenus dans les rapports polono-soviétiques, changements découlant de l'esprit du socialisme et de la liquidation de toutes les déviations, à la fois dans les rapports intérieurs des pays socialistes et dans les rapports entre les Etats et entre les partis de ces pays.

L'Union Soviétique a également accepté que soient formulées et examinées en commun nos réclamations concernant le transit des marchandises précédemment transportées par les Chemins de Fer Polonais à tarif réduit.

Nos demandes secondaires, au sujet de l'utilisation de nos moyens de communications par les unités soviétiques stationnées sur notre territoire, seront également examinées en commun.

Outre l'importante quantité de blé obtenue à crédit, payable en 1961—1962, et le crédit supplémentaire sous forme de marchandises, représentant une valeur de 700 millions de roubles, l'Union Soviétique a accepté également une remise de 110 millions de roubles, environ, sur le prêt pour l'achat des surplus de matériel militaire contracté par la Pologne en 1947. Cette remise représente la somme encore non remboursée au titre de ce prêt et constitue une partie du montant total des amortissements des crédits accordés à la Pologne par l'Union Soviétique, montant qui dépasse 2.100.000.000 de roubles.

10

LES DETTES DE LA POLOGNE ENVERS LES ETATS-UNIS ET L'ANGLETERRE

Je voudrais profiter de cette occasion pour dire que les Etats-Unis ont également accordé à la Pologne, après la guerre, un crédit d'environ 38 millions de dollars pour l'achat des surplus de materiél militaire. Ce crédit nous a permis d'acheter des automobiles et du matériel de l'armée américaine, après la démobilisation. Le matériel ainsi acheté est utilisé depuis longtemps et la Pologne rembourse ce crédit à raison de 1.300.000 dollars par an, en dollars, et d'environ 700.000 dollars, en zlotys, au titre des intérêts annuels du capital.

Le gouvernement polonais a accepté également de rembourser les obligations contractées pendant la guerre envers l'Angleterre par les gouvernements polonais émigrés, afin de faire face aux dépenses entraînées par l'administration polonaise, l'instruction et l'émigration. Et le crédit pour l'achat des surplus de matériel militaire ainsi que les obligations de guerre grèvent notre bilan de payement.

Je rappelle cela car, dans une certaine partie de la société polonaise, la propagande étrangère a fait naître l'opinion que les Etats occidentaux, et principalement les Etats-Unis, étaient prêts à accorder à la Pologne une aide importante, et que le gouvernement polonais refusait d'accepter cette aide. Le gouvernement polonais a fait connaître publiquement son opinion à ce sujet.

Les deux exemples cités d'obligations de la Pologne à l'égard des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pourraient fournir à la propagande étrangère par radio un sujet concret et facile d'agitation en faveur de l'aide à la Pologne; cette propagande pourrait, par exemple, exiger pendant la première phase, la remise des dettes citées de l'Etat polonais.

*

La délégation du Comité Central du parti et du gouvernement polonais a résolu aussi la question douloureuse pour la

11

nation polonaise du retour dans leur patrie des Polonais d'Union Soviétique. A ce sujet, les représentants du parti et du gouvernement soviétiques ont accepté sans discussion le point de vue de la délégation polonaise.

On a adopté d'un commun accord le principe que devaient bénéficier du rapatriement les personnes ayant des parents en Pologne et qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté (maladie, service militaire, séjour au camp ou déportation, etc.) n'ont pu bénéficier du rapatriement pendant les années 1945—1947. Le gouvernement soviétique a également accepté de permettre le rapatriement des Polonais qui, par suite d'une condamnation, ne vivent pas en liberté. Cela doit se faire, ou bien par leur libération anticipée ou bien, par leur transfert aux autorités polonaises.

La question du rapatriement fera l'objet d'un accord bipartite spécial, entre la Pologne et l'Union Soviétique, accord dont l'absence freinait, jusqu'à présent, le rythme du rapatriement.

Les principes essentiels du statut réglant la question du stationnement temporaire des troupes soviétiques dans l'ouest de la Pologne ont également été établis.

La question du stationnement temporaire des troupes soviétiques, en Pologne, est indissolublement liée à la situation internationale, à la sécurité de nos frontières occidentales, à la sécurité de l'Union Soviétique et de tous les pays de démocratie populaire, et tout particulièrement à la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, ainsi qu'au stationnement d'armées étrangères sur le territoire de l'Allemagne et dans plusieurs pays occidentaux, signataires du pacte atlantique.

Les partis et les hommes qui exercent le pouvoir en Pologne, et notamment le Parti Ouvrier Polonais Unifié et sa direction, assument l'immense responsabilité de la politique de l'Etat, du sort de la nation et du pays. Tout faux pas politique, toute décision prise à la légère, peuvent entraîner, tôt ou tard, des dommages incalculables pour toute la nation. Nous n'avons pas le droit d'oublier un seul instant — et la nation non plus — que les Etats occidentaux n'ont pas encore accepté notre fron-

tière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, que les milieux revanchards de la République Fédérale Allemande ne veulent pas renoncer à leurs projets et à leurs manoeuvres révisionnistes pour que soient modifiées nos frontières occidentales, et même que certains partis allemands, considérés comme partis démocratiques et ouvriers, n'ont pas encore pris position contre le révisionnisme. Notre nation ne doit jamais oublier la tragédie de septembre 1939. Quiconque l'a vécue et quiconque s'en souvient doit veiller à la sécurité de notre pays, à l'intégrité et à l'intangibilité de nos frontières. Il n'y aura jamais trop de garanties de sécurité pour un pays comme le nôtre. L'alliance polono-soviétique est la question-clé pour le présent et pour l'avenir de la Pologne.

Nous déclarons une fois de plus, très sérieusement, que tant que les rapports extérieurs ne garantiront pas la sécurité et l'intégrité de notre pays, nous considérerons comme nécessaire le stationnement d'unités déterminées de l'Armée Soviétique en Pologne.

En ce qui concerne les relations internationales, la base de notre souveraineté, ce qui décide de notre position dans le monde, c'est notre lien avec le camp du socialisme, c'est notre position dans le monde du socialisme.

Dans ce domaine, nous avons fait un grand pas en avant.

Notre parti qui a pris l'initiative de faire disparaître, dans les rapports polono-soviétiques, tout ce qui embrouillait ces rapports, tout ce qui n'était pas conforme aux principes essentiels du socialisme, peut aujourd'hui dire à toute la nation que cette tâche a été accomplie. Conformément aux résolutions de la VIII[e] Session plénière et à la Déclaration du gouvernement soviétique, en date du 30 octobre 1956, les rapports entre la République Populaire de Pologne et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ont été établis sur les principes de l'entière égalité des parties, du respect de l'intégrité territoriale, de l'indépendance de l'Etat et de la souveraineté ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Cet événement important marque une nouvelle page dans les rapports polono-soviétiques et aussi une nouvelle page dans l'histoire du socialisme international.

NOUS VOULONS LA VICTOIRE DU PRINCIPE DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Des rapports toujours plus étroits d'amitié, de coopération et de compréhension mutuelle nous unissent à l'autre grande puissance socialiste, la République Populaire de Chine.

La courte période de sept ans à peine qui s'est écoulée depuis qu'existent des rapports étroits entre la Chine Populaire et notre pays, a prouvé de façon définitive que la République Populaire de Chine est pour nous un ami éprouvé.

La déclaration du gouvernement chinois concernant les rapports entre les Etats socialistes correspond absolument aux points de vue de notre parti; il en est de même pour beaucoup d'autres pensées qui sont le bagage constitué par la création marxiste-léniniste autonome se développant avec succès, du parti communiste chinois.

Des rapports étroits et amicaux, ainsi que des intérêts vitaux communs, nous unissent à la Tchécoslovaquie, à la R.D.A. et aux autres pays de démocratie populaire.

Cela concerne également la Yougoslavie. Nos rapports avec la Yougoslavie n'ont pas seulement été normalisés; tout ce qui divisait à tort nos deux pays, précédemment, a été entièrement effacé.

Tous les partis communistes et ouvriers ne sont pas encore unanimes dans leur façon d'envisager le sens des transformations, en Pologne, et la politique de notre parti.

Cela ne nous étonne pas. Mais nous sommes convaincus que le développement des événements dans notre pays confirmera la justesse de notre voie dans les conditions polonaises et assurera aussi notre contribution à l'acquis de tout le mouvement ouvrier.

Nous désirons ardemment que les rapports entre les peuples du monde suivent la voie de l'amitié et de la paix. La Pologne veut servir ce seul but. Quiconque comprend quelles effroyables conséquences aurait l'utilisation de l'arme atomique et thermonucléaire, ne peut jamais se ranger du côté de ceux qui voudraient avoir recours à la guerre pour résoudre les différends et les contradictions entre les nations.

Nous n'épargnerons pas nos efforts pour améliorer nos rapports ainsi que notre coopération économique et culturelle avec tous les pays qui le désireront.

Nous sommes prêts également à examiner, avec les divers Etats, les questions politiques intéressant les deux parties, afin de chercher une solution capable de favoriser la détente internationale, un rapprochement des points de vue sur les questions litigieuses, le triomphe du principe de la coexistence pacifique et du développement des échanges internationaux dans le domaine économique et culturel.

Nous en sommes seulement à la première phase de la réalisation des tâches fixées par la VIII[e] Session plénière, en ce qui concerne la démocratisation de la vie politique et sociale, dans le cadre du système socialiste purgé des déviations et des emprunts à l'étranger, ainsi que des tâches embrassant un large ensemble de questions économiques, les premières comme les secondes visant, en somme, à façonner notre propre modèle de socialisme, adapté à nos conditions.

Il est encore trop tôt, aujourd'hui, pour tirer des conclusions larges au sujet des questions mentionnées; pourtant, nos propres expériences et celles des autres, pendant les semaines passées, permettent de dire quelque chose, à ce sujet aussi.

NOUS N'AVONS PAS HESITE A DIRE AU PEUPLE TOUTE LA VERITE

D'abord, quelques mots au sujet du parti.

Nous n'avons pas l'intention d'amoindrir les fautes et les déviations, dans l'activité passée du Parti Ouvrier Polonais

Unifié, non plus que leurs conséquences. D'ailleurs, il ne convient pas de le faire. Nous n'avons pas non plus l'intention d'expliquer les mauvais côtés dans le passé, seulement par les conditions objectives dans lesquelles notre parti devait travailler.

Le Parti Ouvrier Polonais Unifié a commis des fautes dans son activité; sa politique touchant des questions déterminées n'a pas toujours été juste, mais son grand mérite, mérite digne du nom de parti ouvrier, c'est d'avoir fait, devant toute la nation, la critique sévère, impitoyable de ces fautes, critique émanant justement de ce parti, et, avant tout, de sa direction centrale.

Cette critique a grandi dans le parti même, dans les rangs de ses militants, et elle s'est développée pendant une série de sessions plénières du Comité Central, qui ont amené à opérer, à la VIII[e] Session plénière, les transformations indispensables dans la ligne politique et dans la composition de la direction du parti. Notre parti n'a pas hésité à dire à la nation toute la vérité, sur les causes des diverses illégalités, bien que cette vérité vise souvent ses membres.

Aucun parti ni aucun homme ne peuvent se mettre à l'abri des erreurs dans leur travail, car ils n'en ont pas le moyen. Mais peu d'hommes ont senti qu'il était de leur devoir et ont eu le courage de rendre compte à la nation, non seulement des bons côtés de leur activité mais aussi des mauvais. A plus forte raison est-il difficile de trouver dans notre histoire des partis qui aient fait cela.

Pour agir ainsi, il faut réellement se sentir profondément responsable des paroles prononcées, de la politique menée.

Le fait que la critique des mauvais côtés de l'activité de notre parti est venue de nos rangs, nous donne le droit de demander à ceux qui veulent voir seulement les fautes, dans cette activité, pourquoi ils n'ont jamais eu notre courage, pourquoi ils n'ont jamais avoué à la nation leurs propres fautes, infiniment plus graves et plus tragiques par leurs conséquences, commises aux diverses époques où ils étaient res-

ponsables du sort de la nation et de l'Etat polonais ou bien où ils partageaient cette responsabilité.

Nous demandons:

— quel parti s'est reconnu responsable de la défaite de la Pologne en septembre 1939?

— quel parti a eu le courage de dire à la nation que l'insurrection de Varsovie, dont plus d'un parti est responsable, qui a coûté une mer de sang à l'héroïque population varsovienne, et qui a entraîné l'anéantissement de la capitale était une légèreté tragique par ses conséquences, et une faute politique impardonnable?

— quel parti, parmi ceux qui, pendant de longues années, ont soutenu la politique antisoviétique de la «sanacja» et de la réaction polonaise, a reconnu que, du point de vue des intérêts les plus vitaux de la nation et de l'Etat polonais, cette politique était néfaste et a entraîné, pour la Pologne, des dommages innombrables?

Pourtant ces fautes et la politique réactionnaire qui était à leur base, la nation polonaise les a payées bien cher! L'occupation hitlérienne, des millions de victimes, d'immenses pertes économiques en ont été le prix. Des dizaines de milliers de personnes habitent encore, à Varsovie, dans des taudis, dans des caves et dans des greniers, ou bien vivent entassés dans des logements communs. L'héritage légué par la politique mensongère et néfaste de ceux qui, pendant de longues années, ont été les lumières de la nation, pèse d'un grand poids sur ces personnes et sur le pouvoir populaire.

Est-ce que personne n'est responsable de tout cela? Est-ce que tout cela était une nécessité historique inéluctable? A quelle loi morale obéissent ceux qui, aujourd'hui, lancent des pierres à notre parti, qui voient une paille dans notre oeil, mais ne remarquent pas une poutre dans le leur?

Ce ne sont pas les fautes qui caractérisent la politique de notre parti; avant tout, le fait que le pays s'est relevé des ruines laissées par la guerre et de la décadence économique parle en faveur de cette politique. Les fautes commises aussi

dans le secteur de la politique économique ne peuvent pas masquer le puissant développement des forces productives, l'essor de notre industrie, l'accroissement constant du revenu national. En dépit de toutes les difficultés économiques que nous rencontrons actuellement, les perspectives de développement économique du pays sont satisfaisantes.

Les arbres isolés ne peuvent pas cacher la forêt. Celui qui voit seulement les fautes, dans l'activité de notre parti, ne voit rien.

Précisément ceux qui ne voient rien ou ne veulent rien voir, s'imaginent que la nouvelle ligne politique de notre parti, proclamée à la VIII[e] Session plénière du C.C., qui a pour but d'assurer la démocratisation de toute la vie de la nation, doit mener à la restauration de la démocratie bourgeoise. Les résolutions de la VIII[e] Session plénière, qu'ils ont même la bonté de soutenir, ne sont, pour eux, qu'une étape transitoire, qui doit être suivie d'une seconde étape. Il ne savent pas très bien ce qui doit se produire à cette seconde étape, en dehors du retour aux anciens rapports existant avant la guerre, dans la Pologne des capitalistes et des gros propriétaires fonciers.

Il faut encore dissiper tous les espoirs des politiciens partisans des étapes, c'est-à-dire des politiciens bourgeois, sous quelque enseigne que se place le parti au nom duquel ils parlent.

Le Parti Ouvrier Polonais Unifié n'a pas frappé avec force les déviations et les fautes de la période écoulée, qui ont déformé l'idée du socialisme, pour restaurer les rapports bourgeois dans le pays. Sa critique des mauvais côtés du passé vise à assurer, à l'édification du socialisme en Pologne, des bases meilleures, solides et vraiment démocratiques. Il n'y a pas et il n'y aura pas, dans notre politique, d'étapes qui portent atteinte aux bases du régime même du socialisme. Nous réaliserons par étapes seulement notre programme socialiste, programme qui correspond aux intérêts de tous les tra-

18

vailleurs, le seul qui garantisse la vie et le développement de la Pologne.

Celui qui s'y oppose se place de l'autre côté de la barricade.

Il n'est pas dans nos intentions de dresser des barricades dans la nation polonaise. Tel n'est pas le but de notre politique. Mais en même temps, nous savons que, dans la société polonaise, existent et agissent diverses forces réactionnaires, représentant les intérêts de classe de la bourgeoisie et du capital. Ces forces ne nous aideront certainement pas à assainir la vie politique et sociale, à construire le socialisme; elles s'opposeront à cela par tous les moyens. Certains faits nous prouvent même qu'elles agissent ainsi.

NOUS COMBATTRONS RESOLUMENT LES PROVOCATEURS ET LES COMBINARDS POLITIQUES

A la faveur de la vague de démocratisation de notre vie, divers éléments hostiles au socialisme et à la démocratie ainsi que l'écume de la société essaient de remonter à la surface. Les incidents au caractère de provocation qui ont eu lieu à Bydgoszcz sont l'oeuvre de cette écume de la société: elle a incendié une maison d'habitation, a essayé de démolir certains édifices publics. Elle a résisté lorsque sont intervenus les gardiens de l'ordre public, les fonctionnaires de la Milice Civique.

Nous combattrons résolument et impitoyablement les provocateurs, l'écume de la société, tous ceux qui troublent l'ordre public, qui ont recours à des menaces punissables ou qui se livrent à des exécutions sommaires. Le tribunal infligera aux auteurs des incidents de Bydgoszcz une peine bien méritée. Ceux qui commettent des délits ne peuvent pas espérer l'impunité.

Parfois, dans l'atmosphère de la critique juste des fautes du passé et de la juste exigence que les responsables répondent de leurs fautes, on attaque tous ceux qui ont milité et travaillé activement, pendant les années écoulées, au parti,

18

aux postes d'Etat, dans le secteur économique, on les stigmatise sous prétexte qu'ils sont «staliniens», alors que l'immense majorité de ces militants était de bonne foi, a mis sans compter ses forces au service de la Pologne Populaire et participe activement aujourd'hui à la réalisation de la nouvelle ligne politique du parti.

Souvent, ces attaques ne sont pas dirigées contre les bureaucrates et contre les vrais coupables, mais contre le parti et le pouvoir populaire. Nous ne permettrons pas que soient salis et diffamés des hommes honnêtes et dévoués à la cause du socialisme.

On peut aussi observer une autre forme d'activité de divers «combinards» politiques, qui visent à préparer la venue de la «seconde étape». Elle se traduit par l'attitude suivante: en parole, ils acceptent sans réserves, semble-t-il, les résolutions de la VIII[e] Session plénière et le programme des changements indiqués, mais toute leur attention est concentrée exclusivement sur les libertés démocratiques, sur l'indépendance politique et sur le fait que s'ouvrent devant eux les portes permettant d'accéder à différents postes. Mais pas un mot de l'autre côté des résolutions de la VIII[e] Session plénière, à savoir de notre situation économique, de la nécessité, pour les citoyens, de s'acquitter de leurs obligations envers l'Etat, par exemple, pour la campagne, d'effectuer les livraisons obligatoires, des moyens d'augmenter la production dans l'économie nationale, du besoin de calme, à l'intérieur, et de discipline civique, de l'importance et de la nécessité de l'alliance polono-soviétique. Toutes ces questions leur échappent, et, discrètement, ils les passent sous silence.

Les «combinards» politiques de cette sorte sont, avant tout, groupés sous l'étendard de M. Mikolaïczyk, fameux «défenseur» de la souveraineté polonaise, qui suivait la voie d'agent de l'étranger.

Notre parti n'a pas l'intention d'empêcher les anciens adversaires du socialisme de s'associer à la réalisation du programme de démocratisation de notre vie politique, sociale et écono-

20

mique. Les anciens partisans de Mikolaïczyk peuvent s'y associer et y travailler activement. Il s'agit seulement de savoir si, actuellement, leurs points de vue et leurs intentions politiques ne sont pas les mêmes qu'autrefois. Si l'un d'eux a conservé ces points de vue et ces intentions d'autrefois, on peut être sûr qu'il a menti en déclarant qu'il soutenait notre programme.

Nous pouvons poser une question fondamentale à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous: — Quel est votre programme? leur demandons-nous. En effet, la négation et l'irréflexion ne constituent pas un programme.

NOTRE PROGRAMME

Nous disons nettement et simplement: — Nous construisons en Pologne le système socialiste, sans déviations et sans déformations. Nous créons pour les ouvriers de larges possibilités de participer à l'administration des établissements de travail, qui sont la propriété de toute la nation. Nous laissons les paysans libres de choisir le mode d'exploitation. Nous estimons que les formes d'exploitation collective sont supérieures à l'exploitation individuelle et meilleures. C'est pourquoi nous soutenons toutes les formes du mouvement coopératif, à la campagne, et nous favoriserons leur essor.

Les conditions de développement de la pensée créatrice que nous avons assurées aux techniciens et aux travailleurs scientifiques sont sans précédent dans la vieille Pologne. Nous supprimons tous les obstacles sur la voie du libre développement de l'artisanat. Nous offrons même des possibilités de développement à l'initiative privée dans le secteur de la production des matériaux de construction et dans certains autres domaines. Nous formons un modèle de socialisme par nos propres forces et nous l'adaptons à nous conditions. Nous avons les moyens de le faire et nous y réussirons. Dans notre politique étrangère, nous collaborons, avant tout, avec les pays socialistes, car nous contruisons nous-mêmes le socialisme chez nous. Nous insistons tout particulièrement sur l'alliance et

l'amitié avec l'Union Soviétique, non seulement parce que nous unit l'idée commune du socialisme, mais aussi parce que nous voyons en elle la garantie fondamentale de la sécurité de notre pays. Nous ne pouvons pas préserver nos frontières seuls, par nos propres forces. Nous n'en avons pas les moyens. Nous luttons pour la paix, pour une coexistence harmonieuse et pour la coopération entre les nations du monde.

Tel est, sommairement, notre programme. Si quelqu'un en a un meilleur, plus efficace, qu'il le présente à la nation.

Les politiciens sans programme peuvent nous répondre: — Votre programme ne contient pas notre postulat de liberté pour tous les partis politiques. Effectivement cela ne figure pas dans notre programme, pour une raison très simple: la liberté pour tous les partis politiques signifie aussi la liberté pour les partis bourgeois. Ici, nous posons encore une question: — Quel programme ont ces partis bourgeois pour qui nos adversaires politiques réclament la liberté d'action? Pensent-ils que nous les croyons quand ils nous disent que les partis bourgeois veulent construire le socialisme en Pologne? Cette affirmation rappelle celle de l'amant qui, caché dans l'armoire, a déclaré au maître de la maison qu'il attendait le tramway.

En un mot, on ne peut opposer à notre programme qu'un programme assurant la restauration du capitalisme. Et nos adversaires politiques n'ont pas le courage de le dire à la nation. Non seulement la classe ouvrière mais tous les travailleurs rejetteraient sans merci un tel programme.

Il conviendrait seulement aux forces impérialistes étrangères, auxquelles le sort de notre nation est tout à fait indifférent. Plus d'une fois dans l'histoire, le territoire polonais a été traversé par les armées se dirigeant de l'ouest vers l'est. En 1939, aussi, les partis bourgeois, qui gouvernaient alors notre pays, ont préféré mener la Pologne à se perte, plutôt que de collaborer avec l'Union Soviétique, contre l'agresseur hitlérien. Les territoires polonais occupés sont à nouveau devenus une vaste région de transit pour les armées hitlériennes, en marche vers l'est. Le «Drang nach Osten» n'est mort, ni dans

22

les cercles militaristes revanchards allemands, ni dans les calculs politiques de ceux qui veulent «consolider la paix» en ayant recours à la guerre.

Les impérialistes ne s'opposeraient pas à ce que la Pologne devienne une base antisoviétique, à ce que les forces politiques hostiles à l'U.R.S.S. recommencent à agir à la frontière polono-soviétique. Ce serait évidemment le peuple polonais qui ferait les frais de cette entreprise.

Notre intérêt national, l'intérêt de notre Etat et du socialisme veulent que la Pologne s'oppose toujours résolument et inflexiblement à toutes les tentatives de transformation libre ou forcée de son territoire en base militaire pour le «Drang nach Osten», car c'est à elle que cela coûterait le plus cher.

Les partisans de la liberté pour tous les partis politiques, qui nous critiquent parce que nous ne prévoyons pas, dans notre programme une telle liberté, nous proposent peut-être un changement de la situation géopolitique de la Pologne, son transfert dans une autre partie de la terre ou sur une autre planète? Nous leur laissons entièrement une telle initiative.

Personne n' est en mesure d' opposer à notre programme un autre programme efficace.

Seule une Pologne socialiste, la République Populaire de Pologne peut être libre, indépendante et souveraine.

Seule cette Pologne peut exister, se développer, gagner en force et en puissance, démocratiser ses rapports, donner à la nation de larges libertés, lui assurer du travail, la paix dans le pays, et la perspective d'une amélioration constante des conditions d'existence. Il n'y a pas place pour une autre Pologne, c'est-à-dire pour un programme différent de celui de notre parti.

Nous avons prouvé par la pratique des dernières semaines que les résolutions de la VIII[e] Session plénière ne sont pas des mots creux. Dès le premier jour, nous avons commencé à les réaliser.

LE CONTENU NOUVEAU DE LA COLLABORATION DES PARTIS POLITIQUES ET DES ORGANISATIONS SOCIALES

Dernièrement, sur l'initiative de notre parti, et en accord avec le Parti Paysan et avec le Parti Démocrate, une Commission Centrale d'Entente entre les Partis Politiques a été créée.

Sous l'influence du tournant survenu en octobre, dans notre parti, le processus de démocratisation s'est étendu à tous les partis politiques et à toutes les organisations sociales en Pologne. La masse des membres, jusqu'alors souvent passive, a pris la parole; elle a exprimé ouvertement sa volonté et a placé aux postes responsables, dans ses organisations, des hommes qui ont sa confiance.

Dans cette situation, la collaboration des partis politiques et des organisations sociales a un contenu nouveau. C'est pourquoi la création de commissions d'entente, dans tout le pays, représente un nouveau pas sur la voie de la démocratisation, en Pologne. La Commission Centrale d'Entente a décidé de créer des organes analogues dans les voïvodies et dans les districts. L'activité de ces commissions se concentrera principalement, pendant la période qui vient, sur la campagne électorale commune et sur les élections législatives.

Les Commissions d'Entente des Partis Politiques ont été créées non pas seulement pour la période des élections, mais en tant qu'organes permanents de consultation entre les partis. Leur tâche sera de renforcer la coopération mutuelle des partis, de déterminer la forme de la vie politique dans le pays, de résoudre divers problèmes économiques et sociaux, de mobiliser leurs membres et, par leur intermédiaire, toute la nation, pour la réalisation du programme commun d'édification du socialisme en Pologne.

La voie polonaise menant au socialisme se distingue de la voie suivie par d'autres pays qui construisent aussi le socialisme, notamment par le fait qu'elle institue la collaboration, pour l'édification du socialisme, d'autres partis politiques non marxistes, mais soutenant le socialisme. Une telle collaboration

est possible parce que ce qui est le plus essentiel dans le contenu du socialisme, à savoir la transformation des rapports sociaux, par la suppression de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, est conforme aux aspirations de ces partis. Ce point de contact principal entre notre parti, qui base son activité sur les principes du socialisme scientifique, et le Parti Paysan Unifié et le Parti Démocrate, qui n'admettent pas le côté philosophique de ces principes, liquide les contradictions antagonistes entre nous. Cela constitue la base d'action commune.

La participation du mouvement catholique progressiste à l'édification du système de justice sociale qu'est le système socialiste, est également possible. Dernièrement, nous avons élargi les possibilités d'activité publique qu'avaient les représentants de ce mouvement. Après avoir permis au cardinal Wyszynski de reprendre ses fonctions ecclésiastiques, après une série d'autres actes qui prouvent la bonne volonté du parti et du gouvernement envers l'Eglise, nous voulons donner une solution heureuse pour l'Etat populaire et profitable pour l'Eglise catholique et pour les fidèles, à toutes les autres questions qui n'avaient pas encore été réglées définitivement et qui font l'objet d'entretiens entre les représentants du gouvernement et ceux de l'Eglise. Nous voulons, dans ce secteur aussi, créer des conditions qui suppriment les heurts entre l'Eglise et l'Etat, si nombreux et parfois très violents, dans la longue histoire de l'Etat polonais. Nous pensons que toute la hiérarchie ecclésiastique et tout le clergé, qui auront une entière liberté d'action religieuse, ne l'utiliseront pas dans des buts n'ayant rien de commun avec la religion, nous pensons qu'ils appuieront, par leur attitude, le pouvoir populaire et ne perdront jamais de vue les intérêts d'Etat et nationaux de leur pays et de leur nation du sein de laquelle ils sont sortis comme nous.

Dans notre aspiration à renforcer notre patrie commune, la Pologne Populaire, nous chercherons toujours ce qui nous unit aux catholiques progressistes et non pas ce qui nous divise.

Nous soulignons toujours que nous renformons, dans le cadre de la démocratie socialiste, le processus de démocratisation de tous les domaines de la vie de la nation. Mais ce cadre n'est pas défini une fois pour toutes, c'est-à-dire qu'il n'est pas immuable. Notre conviction profonde est fondée sur la pensée que l'idée du socialisme représente les aspirations les plus profondes et les intérêts de tous les travailleurs; mais un jour viendra où le socialisme n'aura aucun cadre qui limitera la liberté d'action de chaque homme.

Aujourd'hui ces cadres sont encore une nécessité résultant des rapports de classe, intérieurs et extérieurs, qui nous entourent.

L'histoire apprend que dans les conditions existant dans les sociétés divisées en classes, une démocratie et une liberté, étendues pour les forces sociales les plus réactionnaires, engendrent les fossoyeurs de la démocratie et de la liberté, et la dictature fasciste. Le fascisme italien et l'hitlérisme allemand sont des exemples frappants, à l'appui de cette vérité.

Les cadres de la démocratisation proclamée par la VIII[e] Session plénière de notre parti peuvent constamment s'étendre, à condition que cette démocratisation ne soit pas utilisée par les forces et les courants bourgeois et réactionnaires pour ébranler et affaiblir les bases du socialisme et du pouvoir populaire. Le calme et l'ordre dans le pays, le travail créateur de masse de tous les partis qui collaborent entre eux, la participation créatrice des organisations sociales et des diverses associations à la réalisation du seul programme que la Pologne peut se fixer, c'est-à-dire du programme de l'édification du socialisme, favoriseront l'élargissement des cadres de la démocratie socialiste dans notre pays. L'action opposée doit nécessairement entraîner le rétrécissement de ces cadres, l'utilisation des moyens de défense de notre système et du pouvoir populaire. En d'autres termes, l'étendue des libertés démocratiques est déterminée par les conditions qui accompagnent l'édification du socialisme dans notre pays.

La question la plus importante, qui est d'ailleurs étroitement liée à la large démocratisation de la vie, en Pologne, c'est, avant tout, le développement général de notre vie économique, c'est l'élévation de la production industrielle et agricole. Il faut reconnaître que jusqu'à présent, on n'accordait pas assez d'attention à cette question, dans la presse et dans l'activité des partis politiques et de plusieurs organisations sociales. Partout, les questions politiques priment encore les questions économiques.

Il y a même des gens qui croient que tout se passera d'autant mieux dans le pays, qu'ils parleront davantage de la liberté et de la démocratie, qu'ils écriront davantage à leur sujet.

On peut jouir d'une large liberté et de la démocratie, et en même temps, habiter sous un pont et mourir de faim. La classe ouvrière polonaise a connu une telle démocratie, mais celle-ci ne lui inspire aucun regret nostalgique.

Bien que nos dettes au titre des crédits accordés par l'Union Soviétique aient été annulées et bien que de nouveaux crédits nous aient été accordés, la situation économique de la Pologne reste difficile pour le moment. Pour l'année 1957, notamment, on prévoit que la masse de marchandises sur le marché n'assurera pas suffisamment la couverture de la somme d'argent dont disposera la société. La nation doit donc concentrer toute son attention et toutes ses forces, afin de produire une plus grande masse de marchandises. La chute de notre exportation de charbon fait une brèche considérable dans notre bilan de payement, et, dans l'état actuel de notre économie, nous n'avons rien pour la boucher.

Pour ces raisons, les questions économiques doivent primer les questions politiques dans notre travail et dans notre propagande. Ce sera la meilleure politique, celle qu'attendent de nous la classe ouvrière et toute la nation.

AUX ELECTIONS LEGISLATIVES, DONNONS NOS SUFFRAGES AUX MEILLEURS

Notre réunion d'aujourd'hui a été convoquée à l'occasion des élections législatives dont la date approche. Bien que je n'aie pas encore parlé de ces élections, néanmoins tout ce que j'ai dit est le discours électoral de notre parti.

La plate-forme électorale du Front d'Unité de la Nation, élaborée en commun, contient nos postulats électoraux.

Nous nous présentons aux élections unis aux autres partis démocratiques, et nos candidats figureront sur la liste commune des candidats du Front d'Unité de la Nation.

Les adversaires du socialisme considèrent que la liste commune traduit l'absence de démocratie.

Nous nous rappelons les élections à la Diète dans la vieille Pologne: environ 27 listes électorales ou plus, donc divers partis et groupes politiques, se disputaient les mandats. On aurait pu croire qu'il existait alors une démocratie idéale.

Qui donc a oublié que, dans cette démocratie idéale, le parti communiste était illégal, que ses membres emplissaient les prisons, que les manifestations des travailleurs étaient étouffées, et dispersées à coups de matraques, par des charges de la police montée et parfois par des salves de coups de fusils?

Il en résulte que la démocratie d'alors n'était pas la même pour tous.

Et qu'a apporté à la Pologne et qu'a donné à la nation cette démocratie idéale, où 27 partis et groupes politiques se disputaient les mandats de députés à la Diète?

Loin d'accroître sa force, cette grande quantité de partis qui déchiraient la Pologne l'a affaiblie.

Ces partis n'ont pas accru l'avoir de la nation polonaise, ils ne lui ont pas donné du travail et du pain. La production de plusieurs des articles industriels les plus importants et les récoltes de la plupart des plantes cultivées, en Pologne, avant la guerre, même à l'époque où la vie économique était la plus in-

tense, n'atteignaient pas le niveau de 1913. Le chômage sévissait, en ville et à la campagne.

Si l'on veut mieux comparer la Pologne d'hier et celle d'aujourd'hui, il suffit de compter les usines, les établissements scientifiques, les établissements d'enseignement supérieur, etc. construits en 20 ans par la Pologne, avant 1939, et ceux que la Pologne Populaire a construits en 12 ans..

Il vaut la peine de faire cette comparaison. Elle sera très instructive, en particulier pour les adversaires de la Pologne Populaire, c'est-à-dire pour les partisans de la démocratie aux 27 partis.

Si quelqu'un pense qu'il n'y a pas, actuellement, dans la nation polonaise, autant de candidats aux sièges de députés qu'il y en avait avant la guerre, il se trompe lourdement. Selon les nouvelles qui nous parviennent, dans certaines régions électorales, où la population doit élire de 3 à 6 députés, on a proposé déjà plusieurs dizaines et même plusieurs centaines de candidats. Nous voyons donc qu'on ne manque pas de candidats au pouvoir, en Pologne Populaire.

Parmi cette foule de candidats à la Diète, les comités électoraux régionaux du Front d'Unité de la Nation, groupant des représentants des partis politiques, des organisations sociales et des comités de voïvodie et de district du Front National, choisiront ceux qui sont le plus dignes et le plus capables de s'acquitter du mandat de député à la Diète de la République Populaire de Pologne et leurs noms figureront sur la liste des candidats du Front d'Unité de la Nation.

Seront élus députés à la Diète les candidats qui, aux élections, obtiendront le plus grand nombre de voix.

Les électeurs doivent se rappeler que le travail de la nouvelle Diète dépendra, dans une large mesure, de la valeur personnelle des gens qui entreront à cette Diète, comme représentants de la nation.

Prendre place sur les bancs des députés n'est pas seulement un honneur; cela implique avant tout un important devoir envers les électeurs et envers l'Etat populaire. Notre parti de-

mande donc aux électeurs d'élire, parmi les candidats à la Diète, ceux qui ont le sentiment le plus profond du devoir social, ceux qui ont des connaissances et qui aspirent à les mettre au service de la nation, au service de l'édification socialiste, au service du régime de justice sociale, au service de la République Populaire de Pologne.

Ce sont de tels candidats que présentera le Parti Ouvrier Polonais Unifié.

PROF. STANISLAW KULCZYŃSKI

PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU PARTI DEMOCRATE

Camarades, citoyens,

Pendant la campagne qui a préparé les élections précédentes à la Diète, en 1952, nous dominions les problèmes politiques généraux. Nous parlions alors de la situation internationale, de l'existence de l'Etat populaire, des perspectives de l'édification socialiste. Durant toute la campagne, on a oublié une chose, qui, pendant la période des élections législatives, aurait pu sembler la plus importante: cette chose, c'était la Diète.

Si la Diète, dont la législature a pris fin dernièrement, a été, pendant la plus grande partie de cette législature, une institution incolore, docile et vide d'idées, il faut dire que sa naissance était déjà entachée par un péché originel. Le caractère de la campagne électorale et des élections l'avait marquée d'un stigmate: c'était une fiction de parade, sans contact avec les pensées et les intérêts de millions de travailleurs dans notre pays, sans rien de commun avec la lettre de la Constitution qui voit dans la Diète l'organe suprême du pouvoir du peuple.

LES TACHES FONDAMENTALES DE LA NOUVELLE DIETE

C'est pourquoi, aujourd'hui, à l'approche des élections législatives, nous devons bien comprendre ce que doit être la Diète que nous allons élire, quel doit être son rôle et ce que nous attendons d'elle.

Le programme de l'édification du socialisme dans une Pologne indépendante, souveraine et démocratique est tracé dans ses grandes lignes. C'est à nous qu'il appartient de le réaliser.

Chaque citoyen de notre pays doit comprendre qu'en choisissant entre les candidats figurant sur la liste du Front d'Unité de la Nation, il décidera de la composition de l'organe suprême du pouvoir populaire homogène et indivisible, de l'organe qui doit rendre effectifs les droits souverains de la nation.

La Diète que nous élirons aura pour tâche d'utiliser pleinement les droits constitutionnels de l'organe suprême du pouvoir populaire, droits qui, pendant les quatre dernières années, à l'exception de la dernière période — sont restés, presque complètement, lettre morte. Les tâches fondamentales dans ce domaine seront: la transmission à la Diète du pouvoir législatif, précédemment exercé par le Conseil d'Etat, et l'organisation du contrôle concret et absolu de l'activité du gouvernement, par la Diète. Le Parti Démocrate considère que la nouvelle Diète doit, avant tout, créer des moyens constitutionnels qui lui assurent la possibilité d'accomplir pleinement ses fonctions. Il faut fixer exactement les délais dans lesquels seront convoquées les sessions de la Diète, les délais dans lesquels le gouvernement lui soumettra la loi budgétaire. C'est la Diète qui doit sanctionner les plans économiques annuels, ratifier et dénoncer les accords internationaux. Il faudra introduire dans la Constitution des instructions en vertu desquelles les élections législatives se feront pendant la législature de la Diète, car l'Etat ne peut pas rester, pendant deux ou trois mois, sans organe du pouvoir suprême, comme cela se produit actuellement.

LA CREATION D'UNE CHAMBRE SUPREME DE CONTROLE, D'UN TRIBUNAL DE L'ETAT, ET D'UN TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL

La nouvelle Diète doit créer des organes qui l'aideront à s'acquitter de sa fonction de contrôle et qui rendront réelle la question de la responsabilité, devant la Diète, des personnes et des organes supérieurs de l'Etat.

Le Parti Démocrate considère qu'il faut créer une Chambre Suprême de Contrôle. Elle sera un instrument important du

travail de la Diète. Il ne faut pas qu'un membre du gouvernement, le ministre du Contrôle d'Etat, contrôle le travail du gouvernement.

Il faut créer un Tribunal d'Etat, pour éviter que soit simplifiée la conception de la responsabilité des ministres, en ce qui concerne leur activité gouvernementale, et que cette question soit résolue sur la plate-forme de la responsabilité établie par le code, ce qui est contraire à l'esprit de toutes les traditions démocratiques.

Il faut créer un Tribunal Constitutionnel qui soit un facteur important du renforcement de la légalité, en Pologne, en veillant sur la légalité des actes juridiques publiés par les bureaux et les instances.

La nouvelle Diète doit être un organe jouissant d'une pleine autorité, en raison de sa position, non seulement juridique et constitutionnelle, mais aussi effective. Cela est lié essentiellement à la question de sa composition.

Les représentants les plus sages, les plus honnêtes, les plus indépendants dans leurs jugements choisis par le P.O.P.U., par les partis alliés ainsi que par les catholiques progressistes et les autres candidats sans-parti, qui se placent sur le terrain du socialisme, doivent avoir la confiance de la nation et être élus députés à la Diète. Seuls les militants les plus éminents, dans le domaine politique, social et économique, ouvriers, paysans, intellectuels, pourront accomplir la tâche qui incombe au député.

CE QUI CARACTERISE LE DEPUTE

Les députés les plus étroitement liés aux électeurs doivent être au courant de l'activité de l'Etat dans leur secteur et de ses résultats. Leur rôle ne peut pourtant pas être de représenter les intérêts particuliers, car ce sont les conseils du peuple et leurs membres qui en sont chargés, et non pas la Diète. La Diète doit jouer le rôle que lui assigne la Constitution, elle doit se composer de députés capables d'analyser avec profon-

deur les divers problèmes, à l'échelle de l'Etat, capables de collaborer avec le gouvernement pour déterminer les directions de son activité. Les députés doivent être, sous le rapport des valeurs politiques, intellectuelles et morales, des partenaires du gouvernement qui soient ses égaux. Ils doivent être capables de développer la discussion de façon hardie et créatrice, au niveau qu'elle atteint au gouvernement.

La Diète est l'organe du pouvoir. La question du pouvoir est la question de la politique. La Diète ne peut donc pas être, dans son essence, la représentation des professions, mais, les englobant toutes, elle est la représentation politique de la nation, qui jouit de la plus grande autorité.

Ce ne sont pas les organisations professionnelles, mais les partis politiques qui sont l'école de la pensée politique. Le Parti Démocrate considère que les partis politiques doivent avoir, avant tout, le droit de proposer des candidats à la Diète. Pour les mêmes raisons, le Parti Démocrate considère aussi que les partis politiques doivent avoir, à la Diète, la possibilité de travailler dans le domaine de l'activité de celle-ci.

LES RAPPORTS ENTRE LES PARTIS

L'existence, en Pologne Populaire, de divers partis politiques se plaçant sur le terrain du socialisme, et de la collaboration socialiste, constitue, dans notre régime, tendant à approfondir la démocratisation socialiste de la vie, un fait important, dans le domaine de l'organisation, et un progrès considérable dans notre marche vers le socialisme. L'alliance de nos trois partis crée de larges possibilités de contrôle mutuel de la pensée et de l'activité politiques, sans que l'on porte atteinte au principe de l'unité d'action. Le Parti Démocrate considère l'unité de toute la nation, préparée par l'unité de nos trois partis politiques, comme la question essentielle de l'édification du socialisme dans notre pays. C'est pourquoi notre parti a soutenu activement l'idée de créer le Front National, dans lequel il voyait la plate-forme politique de l'unification et de l'activité

accrue des masses de sans-parti, au nombre de plusieurs millions. A mesure qu'augmentera le rôle des partis alliés, dans le pays, à mesure que grandira leur influence sur les larges masses de la société, à mesure qu'existera la possibilité de développer davantage l'activité des groupements de sans-parti, tendant à l'édification du socialisme, on assistera certainement à la naissance de conditions permettant de créer des formes plus parfaites que le Front National, qui réaliseront l'unité politique de la nation, sur la base du principe de la collaboration des partis politiques se plaçant sur le terrain du socialisme. C'est pourquoi le Parti Démocrate ne considère pas comme juste que le Front National prenne les traits d'une organisation politique se plaçant au-dessus des partis et limite, dans une mesure quelconque, l'activité autonome de ceux-ci.

Le Parti Démocrate considère que la collaboration entre les partis doit s'appuyer sur la reconnaissance par les partis alliés du rôle dirigeant du parti ouvrier, dans la vie du pays, et sur la reconnaissance par le P.O.P.U. du rôle et des intérêts des partis alliés, dans leur recherche à trois, des voies menant à la solution des problèmes essentiels de la vie de l'Etat, de la vie politique et économique.

En se guidant sur ces principes, à sa Session plénière qui s'est tenue du 7 au 10 octobre, le Parti Démocrate a adopté une résolution concernant les élections à la Diète.

Comprenant et approuvant le processus de consolidation de toutes les forces patriotiques, progressistes et créatrices de la nation — le seul processus juste et historiquement fondé — la direction du Parti Démocrate a déclaré que ce parti se présenterait aux élections à la Diète de la République Populaire de Pologne, en faisant bloc avec le P.O.P.U., le Parti Paysan Unifié et les organisations sociales de masse.

Le Parti Démocrate considère la création, au seuil de la campagne électorale, de la Commission Centrale d'Entente entre les Partis Politiques et les organisations locales correspondantes, comme une réalisation conséquente du point de vue qu'il représente, à savoir que l'unité de toutes les forces politiques

et sociales est nécessaire dans le pays. Cette forme de coopération entre les partis crée, pendant la période des élections et après, la perspective réelle d'une activité renforcée des partis politiques. Elle consolide et approfondit la collaboration traditionnelle entre les partis unifiés, qui, animés d'une volonté commune d'édifier le socialisme dans notre pays, apportent leur contribution autonome, dans le domaine du travail politique, conformément à leur propre programme politique, édifié sur la base sociale qu'il représente.

IL FAUT UTILISER PLEINEMENT LES TALENTS, LES CAPACITES ET LES QUALIFICATIONS DES INTELLECTUELS

Les masses travailleuses de Pologne et notamment les intellectuels et les artisans placent tous leurs espoirs dans la nouvelle Diète qui va être élue.

En tant qu'organe suprême du pouvoir, la Diète assumera la responsabilité de la consolidation et du développement des acquisitions qu'a apportées le tournant pris par les masses laborieuses, en octobre, sous la conduite, méritant la reconnaissance de la nation, du Parti Ouvrier Polonais Unifié.

Les intellectuels liés au Parti Démocrate, dont les traditions progressistes et radicales n'ont pas éte appréciées à leur juste valeur, pendant la période des déviations, sont convaincus que la politique intérieure de la nouvelle Diète assurera la complète utilisation des forces, des talents, des capacités et des qualifications professionnelles des intellectuels, pour le bien de la Pologne Socialiste indépendante.

Il existe une série de questions, concernant les intellectuels, qui réclament une solution concrète.

Nous sommes sortis de la période où sévissait de culte de l'incompétence, qui a causé de grands dommages à la patrie. Les travailleurs intellectuels et ceux de l'administration attendent la charte de leurs droits et de leurs devoirs, sous forme d'une pragmatique de service.

La question de l'autonomie se pose dans le domaine du service de santé et d'autres services sociaux.

Le système des salaires exige des corrections. Les intellectuels ne veulent pas de privilèges, mais ils souhaitent que les prémices économiques de l'édification du socialisme soient complètement réalisées, en ce qui les concerne. Le rôle que joue une profession donnée dans notre économie, son poids spécifique, les qualifications qu'elle exige, les difficultés que comporte le travail et la responsabilité liée à la fonction ou au poste occupés doivent décider du niveau des salaires.

Etant donnée la réduction de l'appareil administratif, la nouvelle Diète devra assumer la tâche difficile de trouver un emploi pour une foule de travailleurs. On ne peut pas permettre que le but dans lequel s'effectue cette réduction nous rende insensibles, nous et les organes de notre Etat, aux questions des conditions de vie et au sort des employés. Cette attitude serait contraire et à l'intérêt de ceux-ci et à l'intérêt de l'Etat, qui exige que soient utilisées les forces et les capacités de chaque citoyen.

LA QUESTION DE L'ARTISANAT

L'allié de la classe ouvrière, dans son aspiration à construire un régime de justice sociale, est à côté des intellectuels, l'artisanat groupé autour du Parti Démocrate. Le travail de l'artisanat contribue à l'élévation du niveau de vie des travailleurs en Pologne, question qui est l'une des directives du nouveau plan quinquennal.

En partant du principe de l'unité des intérêts fondamentaux de l'artisanat et des intérêts de notre Etat populaire, le Parti Démocrate soutient les postulats justes de l'artisanat, et son activité, au sein de la nouvelle Diète, aura pour but de les réaliser. Cela concerne aussi les petits commerçants et les artisans.

Le Parti Démocrate veut, dans la nouvelle Diète, travailler à assurer les conditions juridiques qui donneront aux artisans

un sentiment de stabilité et qui leur garantiront la possibilité d'avoir une activité économique normale et honnête.

L'approvisionnement en matières premières et en matériel auxiliaire, les locaux et les ateliers, une politique juste dans le domaine des impôts, les crédits, les conditions de vente pour la production, le développement de l'artisanat dans les petites villes et dans les cités, ainsi que sur les territoires de l'Ouest, étroitement lié à la reconstruction des centres urbains dans cette région, voilà les éléments de notre programme. Dans le cadre de ce programme, l'artisanat a déjà trouvé une série de solutions. Pourtant il reste encore beaucoup de questions à résoudre, et dans la pratique, et dans le domaine juridique.

Nous sommes au seuil de la campagne qui préparera les élections à la Diète. La nation veut que la nouvelle Diète soit l'organe suprême du pouvoir d'Etat et, en même temps, l'image fidèle de sa propre volonté. Cette image ne peut pas être déformée par l'écume de la démagogie, semant l'anarchie, l'intrigue et la haine cachée du socialisme, qui remonte à la surface, portée par la vague des grandes transformations effectuées dans notre pays.

La vigilance est nécessaire, ainsi que la consolidation de toutes les forces représentant l'ordre, la légalité et le patriotisme. Nous avons besoin de prêter l'oreille, dès maintenant, à la véritable volonté de la nation.

Nous nous trouvons dans une situation favorable, car nous nous présentons aux élections législatives peu de temps après les mémorables journées d'octobre, pendant lesquelles la nation a librement exprimé sa volonté, soutenue par son unité et par la grande force de toutes les couches créatrices de la société. La nation a dit nettement et directement ce qu'elle voulait et ce qu'elle ne voulait pas, ce à quoi elle aspirait et ce dont elle se détournait, comment elle envisageait son avenir et ce qu'elle rejetait. Elle a aussi laissé entendre quelle Diète elle voulait, quelle Diète elle reconnaîtrait comme sienne et comme étant l'expression de sa volonté.

La réalité du tournant survenu en octobre est définie par les postulats selon lesquels doivent être associés, de façon juste et convenable, la cause du socialisme et de la démocratie, la cause sacrée de la souveraineté de notre Etat et aussi la cause sacrée de notre internationalisme, la capacité de défense de notre pays et les efforts accrus pour le maintien de la paix, la question de l'utilisation des expériences des pays du camp du socialisme et des acquisitions culturelles des sociétés non socialistes, la question de l'utilisation des expériences de l'Union Soviétique fraternelle et la question de la marche de notre nation sur la voie polonaise du socialisme.

La réalité du tournant survenu en octobre est définie par la nécessité d'associer convenablement la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière, dans la marche vers le socialisme, et la question de l'alliance indissoluble de cette classe et de son parti avec toutes les forces politiques dans le pays, qui se placent sur la plate-forme des principes acceptés par la nation pendant les journées d'octobre.

C'est au nom de cette alliance fraternelle et sous l'étendard du Front d'Unité de la Nation, que le Parti Démocrate se présente aux élections.

Nous avons foi dans la victoire des idées grandes et justes dont la flamme éclaire les cerveaux et les coeurs des masses laborieuses de notre pays.

Nous sommes persuadés que la volonté de la nation élira une Diète marquée du signe de la souveraineté, de la démocratie et du socialisme, dont l'enthousiasme de la nation, enflammé pendant les journées d'octobre, a orné le front de notre République Populaire de Pologne, souveraine, démocratique et socialiste.

STEFAN IGNAR

PRESIDENT DU COMITE DIRECTEUR DU PARTI PAYSAN UNIFIE

Les déviations survenues pendant la période écoulée ont porté atteinte aux principes de l'alliance entre ouvriers et paysans.

Une attitude fausse a fait considérer alors comme inutiles et étrangères à la cause de l'édification du socialisme les acquisitions de la vie sociale rurale.

Les organisations paysannes économiques, coopératives et culturelles ont été liquidées ou bien sont devenues bureaucratiques. Les ordres et les instructions venant d'en haut, dont la réalisation pouvait être assurée seulement par des mesures administratives, ont remplacé l'autonomie paysanne et l'initiative sociale.

Ainsi, dans la vie quotidienne, la direction exercée par la classe ouvrière a dégénéré en ordres mécaniques donnés à la campagne par la machine bureaucratique de l'appareil du parti et de l'Etat.

Les déviations infligées à l'alliance entre ouvriers et paysans se sont manifestées nettement dans les rapports entre le Parti Ouvrier Polonais Unifié et le Parti Paysan Unifié. Elles se sont manifestées par la limitation de plus en plus poussée du rôle politique du Parti Paysan.

L'atteinte au principe de l'alliance entre ouvriers et paysans et les fautes dans l'édification du socialisme ont fait naître, dans la conscience d'une grande partie des paysans, des doutes sur la justesse de l'idée même du socialisme et de l'alliance entre ouvriers et paysans.

La VIII[e] Session plénière du C.C. du P.O.P.U a inauguré une nouvelle époque de l'histoire de la nation polonaise. Le mot d'ordre de lutte pour la souveraineté nationale et pour la liquidation des déviations survenues pendant la période écoulée, a entraîné la consolidation de toute la société.

Les pourparlers à Moscou ont inauguré une nouvelle période dans les rapports entre la République Populaire de Pologne et l'Union Soviétique; ces rapports sont basés, désormais, sur les principes d'égalité et de respect de la souveraineté.

Les accords économiques justes qui ont été conclus expriment les nouveaux rapports fraternels qui doivent exister entre les pays socialistes. Le règlement de la question du stationnement de troupes soviétiques sur le territoire de la Pologne a aussi une importance considérable.

Tout en renforçant la souveraineté du pays et en luttant de façon conséquente contre les survivances du système stalinien, nos partis ne peuvent pas oublier un seul instant l'existence de forces politiques réactionnaires, qui voudraient amener le pays à se détourner de la voie du socialisme.

Les membres du P.O.P.U. et du Parti Paysan doivent savoir que les forces réactionnaires voudraient transporter la lutte contre le stalinisme sur une plate-forme de lutte autour du pouvoir ouvrier et paysan lui-même, contre les acquisitions incontestables du peuple polonais que sont les grandes réformes sociales, contre la cause même du socialisme.

POUR LA COLLABORATION DES PARTIS

Le Parti Paysan Unifié, avec le parti de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier Polonais Unifié et le Parti Démocrate, lutte pour une Pologne où règnera la justice sociale. La tâche du Parti Paysan Unifié est de collaborer activement à l'édification du socialisme, conformément à nos conditions et aux besoins de notre peuple.

Une collaboration fraternelle entre les partis, dans les conditions d'une entière égalité, peut assurer une complète libération de toutes les forces sociales progressistes, pour l'édifi-

41

cation du socialisme, et une immense expérience dans le domaine de l'organisation, telles qu'il en existe dans un mouvement vraiment populaire.

La coopération basée sur le principe de l'égalité de chacun ne s'oppose pas au principe de la primauté de la classe ouvrière et de son parti, dans le processus des transformations révolutionnaires.

Tout en luttant pour un régime de justice sociale, le Parti Paysan Unifié défendra les intérêts des paysans et exprimera la pensée politique et sociale indépendante du mouvement paysan, au sujet de toutes les questions essentielles intéressant notre nation.

Le soutien accordé par le Comité Directeur et par tout le Parti Paysan, aux forces créatrices progressistes, au sein du C.C. du P.O.P.U, pendant les journées d'octobre, difficiles pour la Pologne, exprime la maturité politique et le rôle responsable du Parti Paysan Unifié.

Le fait que les partis politiques ont pu recommencer à jouer leur rôle propre a engendré la nécessité de déterminer les formes convenables de collaboration entre le Parti Ouvrier Polonais Unifié, le Parti Paysan Unifié et le Parti Démocrate.

Les directions des partis ont choisi comme forme d'organisation de la collaboration entre ceux-ci les commissions d'entente entre les partis politiques, à l'échelon central, de voïvodie et de district. Ces commissions d'entente doivent devenir les organes permanents de la collaboration entre les partis.

Cette collaboration doit s'appuyer sur le contrôle mutuel et sur l'émulation, au service de la cause de la patrie populaire. Les cercles du Parti Paysan Unifié soutiendront le mouvement social qui veut faire renaître les organisations paysannes coopératives, professionnelles et culturelles, défendre les intérêts justes des paysans, combattre les illégalités. Les organisations de village, communales et de district de notre Parti Paysan doivent combattre les intrigants et les démagogues, qui essaieront d'ébranler les bases de l'alliance entre ouvriers et paysans et de saper la force de notre Etat populaire.

42

Au lieu d'être une organisation politique autonome, effectuant un travail créateur, l'Union de la Jeunesse Polonaise est devenue un organe de transmission imparfait, elle a cessé de former les cadres des dirigeants de la jeunesse, elle s'est tenue à l'écart des besoins et des désirs de celle-ci.

A cela s'est ajoutée la destruction sectaire de toutes les traditions de l'organisation précédente de la jeunesse rurale «WICI», et aussi l'isolement artificiel des cercles de la jeunesse rurale de ceux du Parti Paysan Unifié. Ainsi, le mouvement de la jeunesse rurale a été coupé de ses traditions radicales et de la longue expérience des militants de l'organisation «WICI», et le Parti Paysan Unifié a été privé de l'adhésion des jeunes.

La renaissance du mouvement de la jeunesse doit être l'oeuvre de la jeunesse elle-même. C'est pourquoi les partis ne doivent pas imposer au mouvement de la jeunesse, de solutions toutes faites, dans le domaine de l'organisation; ils doivent soutenir les aspirations à créer une organisation radicale de la jeunesse paysanne, fédérée avec l'organisation de la jeunesse ouvrière.

Les organisations de jeunesse ainsi fédérées élèveront la jeune génération et seront une source de forces nouvelles pour les partis politiques ainsi que pour les organisations sociales, économiques et culturelles. Cela sera une garantie de développement et de progrès constant, dans la vie politique de notre pays.

En Pologne Populaire, le pouvoir appartient aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels, qui l'exercent par l'intermédiaire de la Diète, du gouvernement, du Conseil d'Etat, des conseils du peuple locaux et des organisations sociales et culturelles autonomes. Les partis ne doivent pas se substituer aux pouvoirs d'Etat et aux directions autonomes des organisations coopératives et sociales.

La tâche la plus importante, actuellement, c'est évidemment la campagne pour les élections à la Diète de la République Populaire de Pologne.

La complète démocratisation de la vie, dans notre pays, ne sera possible que lorsque la Diète s'acquittera effectivement de ses fonctions constitutionnelles, c'est-à-dire lorsqu'elle exercera le pouvoir suprême législatif et de contrôle.

Il faut réfléchir à la possibilité d'avancer la date des élections aux conseils du peuple. Les résultats du tournant décisif survenu en octobre, doivent être introduits dans les conseils du peuple plus vite que ne le demanderait la durée normale de leur mandat, afin qu'ils soient démocratisés et qu'ils répondent à toutes les conditions que doivent remplir les organes du pouvoir populaire.

COMMENT ASSAINIR LE MOUVEMENT COOPERATIF

La base de notre production agricole sera, pendant une longue période, l'économie paysanne individuelle. Aussi faut-il donner aux exploitations individuelles les moyens de se développer dans tous les domaines.

Les coopératives de production doivent être créées en vertu de la décision libre des paysans, et reposer sur des principes politiques et économiques sains. Il faut exclure toutes les formes de pression, lors de la fondation de coopératives de production, et aussi toute ingérence dans leurs affaires intérieures. L'Etat accorde aux coopératives de production existantes et nouvellement créées l'aide nécessaire, pour le développement de leur production.

Il faut aider les coopératives basées sur des pricipes sains et qui semblent devoir se développer.

Il faut que ces coopératives puissent acheter les machines nécessaires, se procurer des engrais chimiques, des matériaux de construction et les autres moyens de production. Les coopératives de production jouissent d'une entière liberté dans le domaine de l'exploitation, elles administrent leur bien en toute

autonomie et disposent librement de leurs revenus, selon la volonté de leurs membres.

Par contre, les coopératives qui fonctionnent mal, qui donnent un exemple capable de rebuter le reste des paysans, et celles qui sont placées dans de mauvaises conditions entravant leur développement (main-d'oeuvre insuffisante, surface des terres trop petite, etc.) ne peuvent pas compter sur l'aide de l'Etat et leurs membres eux-mêmes doivent décider de les dissoudre.

Le critère de la valeur d'une coopérative est et restera le suivant: pourra-t-elle accroître sa production et améliorera-t-elle les conditions d'existence des paysans?

Comme les coopératives ont, incontestablement, la possibilité de remplir ces conditions et que beaucoup de coopératives de production et de coopératives d'autres types l'ont confirmé, ce serait faire preuve d'un esprit d'aventure contraire aux intérêts des coopérateurs et de l'Etat, que de dissoudre les bonnes coopératives, c'est-à-dire celles qui déjà fonctionnent bien.

Pourtant, dans une série de cas, cette question si importante et si difficile a été mal résolue et de tels cas se reproduisent.

Il est arrivé et il arrive que de bonnes coopératives bien administrées soient dissoutes fiévreusement d'une façon préjudiciable à leurs membres et à toute l'économie nationale. Cela entraîne le gaspillage irréfléchi du bien commun et même parfois, la mauvaise volonté, l'intrigue, l'illégalité, le vol de la propriété collective, etc.

Les paysans doivent s'opposer résolument aux illégalités et aux abus qui doivent être condamnés comme contraires aux intérêts de la campagne et de l'Etat.

Il est indispensable de résoudre une série de questions litigieuses s'élevant, à l'intérieur de la coopérative, entre les coopérateurs eux-mêmes, et entre ceux-ci et les paysans individuels, de façon à aider les coopérateurs à dissoudre leur coopérative sans porter atteinte à la propriété et aux intérêts des paysans individuels. Si une coopérative est dissoute, il faut

sauvegarder à la fois les intérêts de ses membres et les revendications justes des paysans individuels, et interdire le gaspillage du bien social.

LE PRINCIPE ESSENTIEL, C'EST D'ASSURER LA RENTABILITE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Le principe essentiel, dans les rapports marchands entre la campagne et la ville, doit être l'établissement d'échanges qui assurent la rentabilité de la production agricole. Les fournitures obligatoires doivent être supprimées dès que possible; toutefois, il faut fixer les délais de cette suppression de façon à ne pas provoquer de perturbations dans l'échange de marchandises. La suppression des fournitures obligatoires exigera une accumulation de réserves et de moyens.

Une tâche urgente, à l'heure actuelle, c'est d'assurer le règlement par les paysans des arriérés considérables dans les fournitures obligatoires. Cela doit traduire l'appui donné par les paysans à la nouvelle politique agricole du gouvernement et apporter une amélioration considérable de la situation économique du pays.

L'entière normalisation de l'échange de marchandises entre la ville et la campagne exige la révision de toute la politique économique de l'Etat, et, en particulier, des prix des articles industriels et agricoles.

Il faut augmenter la quantité de produits fournis à la campagne et, en premier lieu, de moyens de production, tels que: machines et outillage agricoles, matériaux de construction, engrais chimiques, etc.

La livraison à la campagne de moyens de production joue un rôle très considérable dans la lutte pour la production agricole. Il est indispensable de réviser les principes planifiés du développement de ces branches de l'industrie dont la production est utile à l'agriculture. Cela concerne tout particulièrement l'industrie des machines et de l'outillage agricoles, des engrais chimiques, des matériaux de construction. Cela doit

s'appliquer également à la structure des importations et des exportations. Les établissements produisant des matériaux de construction pour la campagne, en utilisant les réserves locales, doivent être particulièrement aidés. En outre, il est indispensable d'utiliser, pour les exploitations individuelles, les moyens qui étaient auparavant destinés au développement des Centres d'Etat de Machines.

L'impôt foncier doit être basé sur une classification des sols selon leur nature. Quand cette classification sera achevée, il faudra procéder à la révision du système des impôts.

L'organisation de la vie sociale et économique à la campagne, doit être basée sur les organisations autonomes, nées de l'initiative des paysans, comme, par exemple, les organisations sociales, les coopératives communales de vente, les laiteries coopératives, les coopératives de crédits, etc. Il est indispensable de transformer l'Entraide Paysanne en Union des Cultivateurs, organisation sociale et professionnelle assurant l'autonomie de l'agriculture, et dont les dirigeants seraient élus par les paysans.

La classification sociale, qui est à la base de la fixation des charges de la campagne, a souvent fait commettre des injustices criantes et a entravé la production. Aussi est-il indispensable d'accélérer la classification scientifique des sols, qui sera la base d'une exploitation et d'une répartition des charges rationnelles. D'ici à ce que cette classification soit achevée, il faut, en cas d'injustice criante: a) dans les régions ayant un cadastre ou une autre documentation, s'en servir comme base de l'estimation de la valeur des terres, b) autoriser les conseils du peuple à réduire les charges, sur la base des expériences faites pendant plusieurs années, qui ont révélé les fautes commises dans la classification.

PROPOSITION CONCERNANT LE REGLEMENT DE LA QUESTION DE LA PROPRIETE DE LA TERRE ET DES MOYENS DE PRODUCTION QUI SE TROUVENT AUX MAINS DES PAYSANS

Il faut régler la question de la propriété de la terre et des autres moyens de production qui sont aux mains des paysans. Il faut tout particulièrement:

donner des titres de propriété à tous les paysans qui ont reçu de la terre en vertu de la réforme agraire ou en raison de leur établissement dans une autre région;

prendre en considération les revendications justifiées des paysans qui ont mis leur terre à la disposition de l'Etat ou en sa possession;

réparer les torts faits aux autochtones en leur permettant de s'établir, en leur donnant de la terre appartenant à l'Etat et en les aidant à s'installer (s'il n'y a pas de terre disponible, il faut aller jusqu'à distribuer des parcelles prélevées sur les terres des Exploitations Agricoles d'Etat) en les employant dans les branches de l'économie nationale autres que l'agriculture, en leur rendant leurs exploitations partout où cela est possible, sans porter atteinte aux droits actuels des usagers; il faut résoudre de la même façon la question des minorités nationales expropriées par l'Etat;

afin de rendre effectif le droit de propriété de la terre, liquider les impôts sur l'héritage et sur les donations; tout en maintenant le droit de partage des exploitations, s'opposer, par des mesures économiques, au morcellement excessif des exploitations (crédits pour les remboursements familiaux, emploi des familles qui se constituent grâce à leur établissement dans une autre région, etc.);

dans la mesure où seront organisées des laiteries coopératives et d'autres, il faudra rendre aux paysans les biens meubles et immeubles nationalisés par l'Etat.

Les assurances, à la campagne, ne doivent pas être considérées comme une source supplémentaire de revenus pour l'Etat. Les versements pour les assurances doivent couvrir les pertes et les frais de l'établissement d'assurances. Les ouvriers

agricoles travaillant dans les exploitations paysannes individuelles doivent bénéficier des assurance sociales.

Dans le système d'administration des E.A.E., il faut, dès 1957, procéder à l'établissement du bilan économique total des différentes exploitations. Il faut soutenir l'organisation graduelle de conseils d'ouvriers agricoles, tout en assurant la participation du personnel aux bénéfices. Nous voyons la nécessité, pour les E.A.E., d'adopter graduellement une plus grande spécialisation de la production, adaptée aux conditions locales et aux besoins. Cela exigera une direction spécialisée. L'ingérence des instances supérieures des E.A.E. doit se borner à la détermination des directives, pour la production, et à l'aide pour le renforcement du bilan économique. Aussi faut-il liquider les hypertrophies et réduire l'administration aux besoins réels. Les petites fermes, qui ne peuvent pas constituer une unité économique autonome et rentable, doivent être données aux paysans, pour être mises en exploitation, dans la mesure où les conditions existantes le permettent.

Il faut, dans l'avenir immédiat, résoudre la question des exploitations économiquement faibles, ne disposant pas de main-d'oeuvre, obtenant de mauvais résultats dans la production et l'économie, qui abaissent la moyenne des résultats obtenus par les E.A.E., dans le domaine de la production, et qui constituent la négation de la supériorité de l'économie socialiste.

Depuis plusieurs années, on a renoncé, dans notre pays, à la formation professionnelle des paysans et des ouvriers agricoles. Cela a une répercussion défavorable sur les résultats de la production et sur le niveau de l'agriculture. En particulier, on a fait du tort à la jeunesse qui, en restant à la campagne, n'a pas la possibilité d'élever systématiquement ses qualifications professionnelles. C'est pourquoi il faut revenir aux formes d'instruction basées sur la préparation agricole, organiser des écoles d'agriculture où les études durent un an et d'autres où elles durent deux ans, et développer les autres formes d'instruction professionnelle.

L'Union des Cultivateurs doit organiser les cours et la formation professionnelle agricoles.

C'est pour ces questions que lutte le Parti Paysan Unifié; elles constituent son programme électoral. Nous lutterons pour la réalisation de ce programme, au sein de la nouvelle Diète, avec les partis alliés, le P.O.P.U. et le Parti Démocrate, sous la conduite du P.O.P.U.

DR JAN FRANKOWSKI
MILITANT CATHOLIQUE

Après avoir écouté attentivement les déclarations faites, pendant cette réunion, je voudrais dire que j'approuve les points essentiels:

1) Le programe contenu dans le discours de Wladyslaw Gomulka et dans les résolutions de la VIII[e] Session plénière du C. C. du parti, est, dans ses principes, conforme à la raison d'Etat polonaise contemporaine, et, comme tel, il mérite d'être soutenu.

2) C'est le programme de la nation qui a unifié ses forces, comme jamais encore elle ne l'avait fait dans son histoire. Le but de cette unification est la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté. En nous appuyant sur les principes qui sont à la base du régime, nous voulons réaliser la justice sociale et, en augmentant l'aisance des larges cercles de la société, développer ses forces psychiques et physiques. Une grande réalisation de la dernière période a été le fait que nous avons vu s'affermir l'attachement au régime. Nous le constatons dans le développement des libertés civiques, qu'il ne faut pas confondre avec l'arbitraire.

Tout le reste n'est que la recherche des voies justes qui permettront d'atteindre les buts fixés par le programme. Ce programme contient aussi les grandes lignes de notre politique étrangère, politique basée sur l'établissement de rapports nouveaux et justes avec l'Union Soviétique, en qui nous voyons et nous voulons voir, dans l'avenir, notre grande alliée. Dans le domaine de la politique intérieure, le programme contient un modèle nouveau, sans doute, d'activité de toutes les forces

politiques qui servent la cause de la démocratisation ultérieure de notre vie. Ce programme renferme aussi la nouvelle politique économique de notre Etat.

Il est de notre devoir à tous, tout en admettant ces principes fondamentaux, de chercher les meilleures solutions et de veiller attentivement à ce que soit satisfaisante la contribution de chacun de nous, à l'édification commune.

Je suis un militant catholique sans parti qui admet la conception du monde de beaucoup de citoyens de notre pays. Je parle non seulement en mon nom, mais au nom du Comité d'Entente des Militants Catholiques. Des millions de fidèles, en Pologne, construisent, avec les autres citoyens, la Pologne nouvelle. Indépendamment de ce fait, il existe peut-être un domaine qui exige une attention particulière, précisément de notre part. Je pense à tout ce qu'on appelle ordinairement l'amélioration de l'homme. Nous constatons que la période écoulée n'a pas seulement causé de grands dommages matériels, elle a aussi fait des dégâts moraux considérables, surtout parmi les jeunes. Elle a entraîné la déviation de plus d'un caractère, elle a affaibli ce qu'on appelle ordinairement les vertus civiques. Nous pouvons élaborer un très bon programme. Pourtant, même le meilleur programme restera lettre morte, s'il n'existe pas, dans la nation, assez de force et de volonté, assez de caractères fermes, beaucoup d'honnêteté, dans la vie privée et dans la vie sociale, beaucoup d'esprit de sacrifice pour le bien commun. C'est seulement sur cette base que naîtra le véritable patriotisme.

Le grand tournant survenu en Pologne, au mois d'octobre, est caractérisé, entre autres, par le retour à l'attitude de dévouement à une idée, par la rupture avec les mensonges de toutes sortes, par le désir de supprimer l'écart entre les déclarations et les actes. Nous catholiques, nous considérons comme extrêmement positive une transformation de cette sorte, car, à notre avis, seul le dévouement à une idée a fait naître, chez l'homme, les sentiments nobles et l'énergie, et seuls ce

52

dévouement profond et un amour sincère des vérités reconnues engendrent le respect et l'estime des hommes dont les convictions diffèrent et qui admettent des principes philosophiques différents.

En partant de ces prémices justes, je déclarerai que les catholiques, en Pologne, veulent réaliser le programme commun, en s'appuyant sur les motifs découlant des principes chrétiens, car c'est là précisément qu'ils voient la source où ils peuvent puiser la force de les utiliser pour servir les buts communs à toute la nation. Un tel énoncé du problème exige toutefois que soit complètement supprimé tout ce qui, en tant que produit de l'époque écoulée, portait atteinte au principe de la liberté de conscience. Je veux exprimer la profonde satisfaction que j'éprouve, en présence du fait qu'on a permis au cardinal Wyszynski et à quelques autres, de reprendre leurs fonctions ecclésiastiques. Je veux exprimer la joie que me cause l'annonce du règlement de la question de l'enseignement religieux. Je veux aussi exprimer l'espoir que les négociations en cours entre le gouvernement et l'épiscopat aboutiront au règlement de l'ensemble des rapports entre l'Eglise et l'Etat, de façon à assurer à l'Eglise l'autonomie et l'indépendance indispensables, dans le domaine des questions religieuses. Les paroles prononcées aujourd'hui, à cette réunion, par des personnes compétentes, permettent l'optimisme.

Nous nous présentons aux élections avec le programme du Front d'Unité de la Nation. Nous voulons, nous militants catholiques, contribuer, avec le Parti Ouvrier Polonais Unifié, avec le Parti Paysan Unifié, avec le Parti Démocrate et avec les organisations sociales, à ce que la nouvelle Diète soit digne d'être la Diète de la République Populaire de Pologne. Elle méritera ce nom si elle exprime la volonté de la nation.

Mettons en commun tous nos efforts pour que la nouvelle Diète de la République Populaire de Pologne exprime vraiment cette volonté!

Nous atteindrons ce but d'autant plus facilement que nous utiliserons davantage, en nous adressant à la nation, la langue

qui est au service des idéaux séculaires de vérité, de bonté et de beauté. Je veux exprimer ma conviction profonde que la langue utilisée par Wladyslaw Gomulka est précisément celle-ci.

Nous, militants catholiques, nous déclarons que nous soutenons le Front d'Unité de la Nation, convaincus qu'ainsi, nous contribuerons à aider notre patrie.